

Maître d'ouvrage

Préfecture de la Mayenne

46 rue Mazagran

53 000 LAVAL

**REHABILITATION DE LA VERRIERE ET DE BUREAUX DANS LES BATIMENTS
ADMINISTRATIFS DE LA SOUS-PREFECTURE DE MAYENNE**

C.C.T.P.

CLAUSES COMMUNES A TOUS LES LOTS

PHASE PRO DCE

12 septembre 2025

Agence Antoine GICQUEL

7 rue Victor Boissel

53000 LAVAL



1. EXPOSÉ

Le présent projet a pour objet de décrire les travaux nécessaires à la réhabilitation de la verrière et des bureaux dans les bâtiments administratifs de la SOUS-PREFECTURE DE MAYENNE

MAITRE D'OUVRAGE:

Préfecture de la Mayenne

46 rue Mazagran

53 000 LAVAL

2. FORME DU MARCHÉ / LISTE DES LOTS

Les marchés sont traités en **procédure adaptée**, faisant appel à des entreprises en lots séparés.

Le présent dossier est constitué de 03 lots :

- LOT 01 MENUISERIE EXTERIEURE et INTERIEURE
- LOT 02 PEINTURE – SOLS SOUPLES
- LOT 03 ELECTRICITE-PLOMBERIE-CHAUFFAGE

2.1. COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier comprend :

- Le Règlement de la Consultation (R.C.)
- Les pièces administratives d'appel d'offres – le « document unique »
- Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières tous lot (CCTP - TCE)
- L'ensemble des plans Architecte
- RICT et CSPA de bureau de contrôle

2.2. OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Le présent Cahier des prescriptions communes est un document général intéressant l'ensemble des lots. Il complète les Cahiers des Clauses Techniques Particulières de chaque lot et en fait la synthèse. En tout état de cause, il ne peut être dissocié de ces derniers : il est un complément contractuel du marché de chaque entrepreneur.

Obligations de l'entrepreneur :

Les Cahiers des Clauses Techniques Particulières - C.C.T.P. bien que classés par Lot, forment un ensemble dont chaque entrepreneur reconnaît avoir une connaissance globale et complète, même si certains de ces documents ne sont pas joints au Dossier de Consultations des Entreprises.

Ils forment un tout, se complètent les uns et les autres jusqu'à la réception des ouvrages. Les prestations définies sur les plans et pièces écrites sont dues dans leur totalité.

Lors de la remise de son offre, l'entrepreneur de chaque lot devra vérifier ses limites de prestations. Au cas où des ambiguïtés subsisteraient, il fera son affaire de la répartition entre lots des travaux prévus au marché.

De ce fait, aucun entrepreneur ne pourra prétendre ignorer les prestations et obligations des autres lots dont les travaux seront exécutés en liaison avec les siens.

Dans le cas où les stipulations des C.C.T.P. ne correspondraient pas à celles des plans, l'entrepreneur se devra de réaliser la solution choisie par la Maîtrise d'Œuvre.

Il ne pourra réclamer aucun supplément en s'appuyant sur le fait que la désignation mentionnée sur les plans d'une part, et sur les C.C.T.P. d'autre part, pourrait présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire, étant entendu que tout ce qui est dessiné et/ou écrit est dû.

Dans le cas de divergences entre les plans techniques et les plans Architecte, ce sont les plans Architecte qui font foi, notamment pour le cloisonnement, et chaque entreprise doit les prestations correspondant aux plans Architecte en respectant toutefois les principes des plans techniques.

Avant marché, chaque entrepreneur doit vérifier les dimensionnements, les sections, encombrements des ouvrages projetés et signaler par écrit toutes les erreurs relevées, omissions ou manques de concordance entre les plans, entre les C.C.T.P. et entre les plans et C.C.T.P.

Par le fait de soumissionner, chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession, nécessaires pour le complet et parfait achèvement de la construction projetée et ce dans les règles de l'Art.

Par le fait de soumissionner, chaque entreprise s'engage à faire tous les calculs des quantités, étant seule responsable de la remise d'un ouvrage strictement conforme :

- Aux plans remis,
- Aux exigences inscrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Aux Normes Françaises et règlements en vigueur.

La commande qui ferait suite à la proposition retenue sera en tout état de cause forfaitaire pour livraison d'un ouvrage strictement conforme aux obligations du paragraphe ci-dessus.

En conséquence, aucune réclamation ne sera prise en compte pour d'éventuelles divergences sur les quantités.

Tous les entrepreneurs doivent, chacun en ce qui le concerne, se rendre exactement compte des servitudes et sujétions découlant de l'interférence des lots entre eux et doivent mener leurs études en connaissance de cause.

Les imprécisions qui résulteraient d'une mauvaise interprétation des plans et CCTP ne pourront pas donner lieu à supplément.

3. PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

3.1. GÉNÉRALITÉS

Le présent C.C.T.P. a pour but de faire connaître le programme général des constructions et le mode de bâtir.

En conséquence, il est convenu que le forfait remis par l'entrepreneur devra, dans sa soumission de base au marché, comprendre l'intégralité des travaux nécessaires au complet achèvement des constructions et aménagements projetés.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des lieux, le fait de soumissionner en est considéré comme la confirmation.

Par exemple, pour les difficultés d'approvisionnement, d'accès, d'installation de chantier etc.

De plus il est établi que tous les éléments visibles ou identifiables avant l'ouverture du chantier sont réputés connus de l'entreprise et ne pourront motiver une remise en cause du prix forfaitaire après passation du marché.

L'entrepreneur devra notamment inclure dans son prix forfaitaire :

- Les fournitures en totalité y compris celles des accessoires et des organes de fonctionnement et de sécurité,
- Les emballages,
- Le transport à pied d'œuvre,
- Les manutentions,

- Les montages,
- Les coltinages à tous niveaux,
- Les fixations,
- Les réglages,
- Les ajustages,
- Les graissages,
- Implantation des distributions des futurs radiateurs

Les prestations accessoires à ces ouvrages telles que :

- Les protections de ses ouvrages propres,
- Les protections des ouvrages réalisés par les autres lots, lors de son intervention,
- Le nettoyage en cours et en fin de travaux,
- L'enlèvement de tous détritiques et gravois aux décharges publiques en tenant compte des obligations pour rendre étanche à la poussière les éléments de descentes verticales des gravois (habillage de goulottes par polyane) et des bennes à gravois (bâchage).

Dans le cas où des ouvrages décrits au présent C.C.T.P. différeraient du R.E.E.F. de par leur conception, l'entrepreneur devra toujours se conformer à l'esprit de ces documents quant à la qualité et à la mise en œuvre des matériaux.

Dans le présent C.C.T.P., on s'est efforcé de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à effectuer, leurs dimensions et leurs emplacements, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que le soumissionnaire devra exécuter, comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux de sa profession, nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de leur lot concernant l'aménagement projeté.

Dans le cas de contradictions entre les plans et les C.C.T.P., l'entrepreneur est tenu de les signaler au Maître d'Œuvre avant remise de son offre, lequel lui communiquera ses décisions par écrit. Au cas où des contradictions ne se révéleraient qu'après la remise des soumissions, le Maître d'Œuvre pourra exiger la solution la plus onéreuse figurant soit aux plans soit au présent C.C.T.P. Cette clause sera appliquée pour le calcul éventuel des travaux supplémentaires ou déductions, provenant de ces contradictions.

Avant toute exécution, l'entrepreneur vérifiera toutes les cotes des dessins qui lui seront remis, ainsi que toutes les dispositions particulières aux plans pouvant influencer ses travaux (aplomb, décrochement, alignements, et autres).

Il provoquera, en temps utile, la remise de tous renseignements complémentaires. Faute par lui de ne pas se conformer à ces prescriptions, il deviendra responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences en résultant.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et C.C.T.P. puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son lot ou fassent l'objet d'une demande de supplément sur les prix. De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter, sans en rien changer, les prescriptions du présent C.C.T.P., ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur.

L'entrepreneur est tenu de préparer, d'après les pièces du projet, les calculs, les dessins d'ensemble et de détail nécessaires pour l'exécution, cotés avec le plus grand soin, précisant tous les détails.

4. REGLEMENTATION

Tous les travaux seront exécutés suivant les prescriptions des règlements en vigueur à la date de la remise des offres.

Les entrepreneurs seront donc tenus de se conformer notamment :

- Au Cahier des Clauses Techniques Générales C.C.T.G. applicable aux marchés de travaux du bâtiment passés au nom de l'état et de ses annexes,
- Aux normes françaises publiées par l'A.F.N.O.R.,
- Aux documents Techniques Unifiés (D.T.U.) Cahier des charges, Cahier des Clauses Spéciales, Cahier des Clauses Techniques, règles de calculs et leurs additifs, publiés par le C.S.T.B.,
- Aux prescriptions et spécifications du R.E.E.F.,
- Au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux.
- En l'absence de textes réglementaires sont applicables les règles, recommandations et guides techniques publiés par les Unions Nationales Professionnelles adhérentes à la Fédération Nationale du Bâtiment,
- Au Cahier des Charges des Compagnies Concessionnaires (ENEDIS, GRDF, ORANGE, SYNDICAT D'AEP etc.)
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations intéressant la construction,
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires et recommandations concernant la Sécurité Incendie et à l'accessibilité des personnes handicapées,
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires relatives à la prévention et à la sécurité sur les chantiers.
- Aux lois, décrets, arrêtés, circulaires relatives à la prévention et à la sécurité sur les matériaux amiantés.
- A l'ensemble des textes administratifs tels que les lois, décrets, arrêtés, circulaires, et recommandation intéressant la construction projetée émanant des services administratifs (Ministères, Services préfectoraux, Services municipaux, Services administratifs, Services concédés, etc.),
- Aux notes et rapports joints au Dossier de Consultation des Entreprises.

4.1. Volet environnemental

Il n'est pas prévu de charte HQE pour cette opération, toutefois une démarche environnementale sera prise en considération selon les impositions minimum suivantes.

4.2. La gestion des déchets

L'entrepreneur est responsable de l'évacuation des déchets qui résultent de son activité ; il se devra d'établir un schéma d'organisation et de gestion des déchets qui définisse les modalités pratiques d'organisation pour la gestion des déchets sur le chantier et de s'assurer des bonnes conditions d'élimination par un système de suivi.

4.3. La lutte contre le bruit

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles, ne pas exposer les travailleurs à des niveaux incompatibles avec leur santé, et respecter les exigences du code de travail.

4.4. Autres nuisances de chantier

Les nuisances visuelles, telle la dégradation des abords de chantier, les salissures sur la voie publique, la dégradation des clôtures, le dépôt de déchets doivent être évité.

Nuisances dues au trafic : l'entrepreneur respectera les réglementations locales pour la circulation des véhicules ; il recherchera des places de parking autorisées à proximité du chantier.

4.5. Les pollutions extérieures

L'entrepreneur est responsable de la pollution du sol, du sous-sol et de l'eau qu'il induit par ses activités.

La pollution de l'air (émission de poussières et mauvaises odeurs) devra être limitée par toutes dispositions utiles : arrosage des sols, nettoyage journalier de voiries et du chantier, interdiction stricte du brûlage, mise en place d'une zone de lavage des roues en sortie de chantier

4.6. Le choix des procédés et produits de construction

Le bois utilisé doit obligatoirement provenir des forêts gérées de manière durable : Est interdite l'utilisation d'essences de bois recensées dans :

- Les annexes I, II et III de la Convention sur le Commerce International des Espèces de faune et de flore sauvage menacée d'Extinction (CITES)
- La liste rouge de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature.

Ces informations doivent être certifiées par un organisme indépendant du fournisseur et de l'exploitation.

Tous les produits utilisés sur le chantier seront conformes au décret du 1er février 2001 dit décret CMR et à l'arrêté du 7 août 1997 modifié visant l'interdiction d'utilisation des huit substances de la série E et deux substances de la série P.

Le choix des produits mis en œuvre à l'intérieur des bâtiments influence la présence de sources de pollution au sein du bâtiment et donc la qualité sanitaire de l'air intérieur.

Les peintures ou vernis appliqués à l'intérieur des bâtiments seront en phase aqueuse uniquement.

Les revêtements intérieurs (sols, murs, plafonds) et isolants thermiques et acoustiques mis en œuvre auront fait l'objet d'une évaluation des composés organiques volatiles (COV) et du formaldéhyde par le fournisseur ou le fabricant.

Ces émissions auront été reconnues « considérées comme faibles » (classe A ou A+).

5. SÉCURITÉ

Le prix forfaitaire est réputé avoir pris en compte toutes incidences dues à la mise en conformité de l'ouvrage avec la réglementation en vigueur, et la prise en compte de toutes les demandes et recommandations du coordonnateur SPS.

Chaque entrepreneur prendra les précautions nécessaires et établira les protections utiles pour assurer, en toutes circonstances, la sécurité des tiers, notamment pour la deuxième phase de chantier.

6. CONNAISSANCE DES LIEUX ET DU DOSSIER

L'entrepreneur est réputé, avant la remise de son offre :

- S'être rendu sur les lieux et les avoir étudiés en détail (visites de logements organisées cf règlement de consultation)
- Avoir pris pleine connaissance de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que les lieux et les éléments généraux locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- Avoir pris connaissance des sujétions relatives au lieu des travaux, aux accès, aux plans de cheminement concernant les accès des ouvriers, engins et matériaux, aux aires de stockage des matériaux, installations de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées et prenant en compte les difficultés liées au lieu d'opération.
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier d'appel d'offres notamment celles données par les plans, les dessins de détails et le C.C.T.P. particulier à chaque lot, s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de l'Architecte et avoir pris tous renseignements utiles auprès des Services publics ou parapublics.

7. COMMENCEMENT DES TRAVAUX / MOYENS À METTRE EN ŒUVRE

Les entrepreneurs de chaque lot entreprennent les travaux à la date mentionnée sur l'ordre de service prescrivant de les commencer.

L'entrepreneur doit apporter dans leur réalisation la plus grande diligence et suivre pour leur échelonnement et leur exécution, dans le détail prescrit, la marche qui est indiquée par le calendrier d'exécution qu'il remet au maître d'œuvre dès le début des travaux.

Il est tenu d'avoir toujours les matériels, approvisionnements, outillage et moyens de toutes sortes suffisantes, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit, ainsi que de maintenir en tout temps un effectif en nombre suffisant pendant toute la durée de ses travaux.

Il ne peut prendre pour une autre opération aucun des matériaux approvisionnés, ayant fait l'objet d'un règlement à titre d'approvisionnement dans les conditions du marché.

Au cas où un retard est constaté dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut, sur proposition du maître d'œuvre et du maître de chantier, mettre en demeure l'entrepreneur :

- D'augmenter les effectifs employés sur le chantier, dans les ateliers ou usines
- D'affecter au chantier du matériel et des approvisionnements supplémentaires, en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement ledit retard.

8. DESSINS D'EXÉCUTION

L'architecte établit, pour être remises à l'entrepreneur, les pièces graphiques du projet adopté. L'entrepreneur vérifiera soigneusement toutes les cotes portées aux dessins et s'assurera de leur concordance avec les différents plans.

Aucune réclamation sur le prix consenti ne sera admise pour ce motif après la remise des offres.

La liaison entre les lots doit être permanente et parfaite, surtout avant le commencement de l'exécution.

Ces assistances et collaborations font intégralement partie du forfait.

Chaque lot devra fournir les plans d'exécution propres à ses travaux à l'approbation au Maître d'Œuvre et ce avant tout commencement desdits travaux (P.E.O. et P.A.C.).

9. INTERFACES

Les informations nécessaires pour permettre à une entreprise de réaliser les prestations définies dans les pièces du marché doivent être communiquées à l'entreprise attributaire de ces prestations en temps utile par les entreprises concernées.

Il en est de même de la fourniture des pièces ou équipements à la charge d'une entreprise et à mettre en place par une autre entreprise.

Toute information communiquée trop tardivement ou tout élément mis à disposition trop tardivement qui entraînerait des travaux supplémentaires pour l'entreprise attributaire des prestations de l'interface impliquera la mise à la charge de l'entreprise ayant failli à ses obligations desdits travaux supplémentaires. Les travaux seraient alors réalisés par l'entreprise attributaire à la charge de l'entreprise fautive.

Cette clause ne dispense pas l'entreprise chargée des prestations de l'interface d'informer les autres entreprises des dates auxquelles les informations ou fournitures doivent être disponibles ou d'alerter les autres entreprises des éléments ou fournitures dont elle aura un besoin imminent.

10. TRACÉS / NIVELLEMENTS : SANS OBJET

11. IMPLANTATION DES DISTRIBUTIONS : SANS OBJET

12. ACCEPTATION DES AXES D'IMPLANTATION ET DES TRACÉS

Les entreprises ayant à utiliser les axes d'implantation ou les tracés réalisés par les autres entreprises doivent s'assurer de leur exactitude.

Si des anomalies étaient constatées par une entreprise, celle-ci doit immédiatement en informer le maître d'œuvre et les entreprises concernées.

Toute entreprise ayant failli aux obligations de vérification est considérée comme ayant accepté les repères et tracés mis à la disposition.

Elle est alors responsable des incidences des erreurs sur les ouvrages dont elle a la charge et les travaux que d'autres entreprises pourraient réaliser en liaison avec les siens.

Ladite entreprise aura alors à assumer tous les frais de reprise des ouvrages en cause.

13. NIVEAUX / TRAITS DE NIVEAU : SANS OBJET

14. STOCKAGES

Les zones et moyens de stockages ainsi que les aires de livraison, dépôt etc. seront obligatoirement validés par la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage au début du chantier.

15. RÉCEPTION DES SUPPORTS

Avant commencement de ses travaux et dans tous les cas, chaque entrepreneur est tenu de procéder à la réception des supports qui lui seront livrés.

Cette réception est effectuée par lui et l'entrepreneur du lot livrant les supports.

Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels du marché, et en particulier à celle du présent CCTP, il appartiendra à l'entrepreneur de le signaler à la maîtrise d'œuvre. Celle-ci décidera des mesures à prendre.

Les suppléments nécessaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports seront à la charge exclusive de l'entreprise ayant réalisé le support.

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso-facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

16. ECHAFAUDAGES ET PROTECTIONS DE TRÉMIES: SANS OBJET

17. TROUS ET SCELLEMENTS: SANS OBJET

18. FOURREAUX ET PIÈCES DE FIXATIONS DIVERSES

Les fourreaux et pièces de fixations diverses taquets, douilles, rails, inserts, etc., seront toujours fournis par le titulaire du lot concerné.

La pose de ces pièces sera effectuée par le titulaire du lot concerné lorsque ces pièces seront incorporées dans un tout autre ouvrage.

19. ARTICLES DE FABRICATION D'UN FOURNISSEUR NOMMÉMENT CITÉ DANS LE CHAPITRE DESCRIPTION DES OUVRAGES

Les CCTP peuvent faire état de matériaux et d'articles de fabrication dont le nom des fournisseurs est indiqué dans le texte.

Cette référence est donnée pour préciser la nature et le genre du matériau ou de l'appareil qu'il y aura lieu de mettre en place.

Toutefois, l'entrepreneur pourra proposer à l'agrément du maître d'œuvre un appareil ou matériau d'une autre fabrication à la triple condition suivante :

- a) Que l'appareil ou le matériau proposé soit nettement défini dans la proposition de l'entrepreneur,
- b) Que l'appareil ou le matériau de remplacement soit de même aspect et de qualité et durabilité au moins égales au matériau ou appareil cité dans le texte.
- c) Que l'appareil ou le matériau de remplacement possède des caractéristiques techniques (degré d'usure, résistance au feu, imperméabilité, etc.) au moins équivalentes à l'appareil ou au matériau cité dans le texte.

Au cas où ces conditions ne seraient pas remplies, le maître d'œuvre aura toujours le droit d'exiger la mise en œuvre de l'appareil ou du matériau indiqué dans le devis descriptif (ce cas ne dispense pas de la présentation des échantillons en vue de leur agrément).

20. ECHANTILLONS / MODÈLES

Seront dus, à la demande du Maître d'Œuvre pendant la période de préparation, tous échantillons ou modèles nécessaires à la présentation ou à la mise au point d'un matériel ou d'un ouvrage particulier.

En ce qui concerne les modèles et échantillons de petits appareillages, de robinetteries, quincailleries, appareils sanitaires, etc. les modèles retenus seront remis au Maître d'Œuvre, étiquetés et déposés au bureau de chantier, dans une pièce spéciale prévue à cet usage, pour servir de base de comparaison avec les fournitures ultérieures, la présentation en sera faite sur des tableaux étiquetés et fixés aux murs du bureau de chantier.

Aucun changement ne pourra être apporté en cours d'exécution, sans l'autorisation expresse du mandataire, du Maître de l'Ouvrage et du Maître d'Œuvre.

Les frais résultants de changements non autorisés et toutes leurs conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre écrit, seront à la charge de l'entreprise.

21. PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX

Chaque lot pourra être tenu de présenter au Maître d'Ouvrage, avant mise en œuvre, les certificats ou les factures de ses fournisseurs, garantissant l'origine des matériaux et des fournitures et la qualité conforme au C.C.T.P.

Chaque lot devra, après approvisionnement, prendre toutes mesures utiles pour assurer la parfaite conservation des matériaux et fournitures afin de pouvoir répondre au moment de leur mise en œuvre, de leur état et de l'absence de vices cachés.

22. MATÉRIAUX NOUVEAUX ET PROCÉDÉS NON TRADITIONNELS

Tout ouvrage de nature non traditionnelle ou faisant appel à des techniques ou matériaux nouveaux, proposé par les entreprises, doit avoir fait l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. (en cours de validité).

23. PROTECTION DES OUVRAGES / MATÉRIAUX / MATÉRIELS

L'entrepreneur est tenu pour responsable des ouvrages et prestations et en doit la protection jusqu'à la réception.

Ces protections sont enlevées sur ordre de la Maîtrise d'Œuvre. Les protections s'entendent pour location, pose, remaniement, maintenance, dépose et double transport.

Tous les équipements et accessoires livrés d'aspect fini sont efficacement protégés contre les chocs, coups, rayures, salissures, etc., par et aux frais de l'entrepreneur les mettant en œuvre.

L'enlèvement de ces protections, ainsi que le premier nettoyage en résultant, sont assurés par l'entrepreneur chargé des nettoyages avant réception ou livraison. L'entrepreneur est tenu pour responsable des dommages causés à l'aspect des parements apparents des ouvrages destinés à rester bruts.

En conséquence, il veille à ce que la main-d'œuvre employée par lui sur le chantier n'exécute pas, sur ces parements, de graffitis, épaufrures, rayures ou autres.

Tout manque à cette clause, non réparable sans porter préjudice à l'aspect de l'ouvrage, est sanctionné par la démolition et la réfection de l'ouvrage incriminé aux frais de l'entrepreneur responsable, ou dans le cas d'impossibilité de déceler l'entrepreneur responsable, porté au compte des dépenses communes. Toutes ces réparations, remises en état, remplacements, quoique étant exécutés pendant le délai contractuel d'exécution, ne peuvent entraîner d'augmentation dudit délai.

En aucun cas, les frais résultants de l'application du présent article ne peuvent être imputés au Maître d'Ouvrage.

24. PROTECTION DES OUVRIERS

L'entrepreneur doit se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.

25. PLANS D'EXÉCUTION / SPÉCIFICATIONS TECHNIQUES DÉTAILLÉES

Chaque entreprise devra fournir à compter de l'ordre de service prescrivant le démarrage des travaux, tous les plans techniques de réservation, passage, détails d'exécution nécessaires à la bonne exécution des ouvrages.

Passé ce délai, chaque entreprise sera responsable des retards occasionnés par le non-respect de cette demande, étant entendu que les retards se répercutant sur l'avancement des travaux seront imputés à l'entrepreneur défaillant et que celui-ci en supportera les conséquences de quelque ordre qu'elles soient.

Les pièces à fournir par les entrepreneurs avant le commencement des travaux sont :

- Les schémas de principe général,
- Les plans de béton armé,
- Les notes de calculs,
- Les plans de cheminement des circuits,

- Les détails techniques d'exécution,
- Les plans et schémas des installations techniques de Plomberie, Fluides médicaux, Electricité, Chauffage, Ventilation, etc.
- Les plans d'atelier des ouvrages de Menuiseries extérieures, Métallerie, Serrurerie, etc.
- Les plans de fabrication et de montage comportant toutes les précisions nécessaires à la parfaite compréhension des installations,
- Les demandes d'approbation des matériels avec fiches techniques et agréments (CSTB, etc.).
- Les fiches précisant les quantités de tous les matériaux mis en œuvre et leurs potentiels calorifiques.

26. CONTRÔLE

26.1. Contrôle

Avant toute exécution, l'entrepreneur doit procéder à la vérification des dispositions techniques, puissances, débits, etc., ainsi que les cotes de tous les plans dressés, et signaler au moins dix jours avant mise en œuvre, les erreurs, omissions ou incompatibilités qu'il pourrait y trouver.

Il doit suivre l'ensemble de l'exécution des travaux pour s'assurer que les indications concernant ou conditionnant ses travaux seront observées, et, dans le cas contraire, en référer au Maître d'Ouvrage au plus tôt.

Enfin, il doit organiser son chantier de telle sorte que le contrôle des moyens et l'autocontrôle de la mise en œuvre soient systématiquement assurés.

26.2. Essais

Les divers matériaux ou matières intervenant dans les travaux font l'objet de prélèvements sur le chantier aux fins d'analyse et d'essais par un laboratoire qualifié dans les conditions fixées par le présent C.C.T.P. et par les documents des prescriptions techniques générales ou particulières.

Il est rappelé l'obligation, pour les constructeurs, de procéder, pendant la période d'exécution des travaux, aux vérifications techniques qui leur incombent.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition.
- Au niveau du stockage.
- Au niveau de l'interface entre lot, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres lots permettent une bonne réalisation de ses prestations.
- Au niveau des essais l'entrepreneur réalisera les vérifications aux essais imposés par le D.T.U. et les Règles Professionnelles.

Les mesures d'isolation phonique de chaque lot seront effectuées à la charge de l'entreprise concernée dans le cadre de ses autocontrôles. Des essais d'isolation acoustique seront également effectués lors des opérations préalables à la réception (OPR), aux frais de chaque entreprise concernée.

Les vérifications et essais de fonctionnement concernent les installations suivantes :

- Réseaux (d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement),
- Chauffage, conditionnement, ventilation mécanique, fluides médicaux,
- Installations électriques,
- Détection incendie,
- Production et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuation,

27. PROCÈS-VERBAUX

Les procès-verbaux de comportement au feu de tous les matériaux et éléments de construction devront être communiqués avant toute mise en œuvre.

28. REGLEMENTATION THERMIQUE

Toutes les prescriptions et interactions entre les entreprises doivent être envisagées au regard d'un respect strict de la réglementation thermique en vigueur.

Il est notamment primordial de pouvoir obtenir des niveaux d'étanchéité à l'air conformes, ce qui impose à chaque entreprise dans son travail d'insister sur les détails qui pourrait nuire à cette exigence.

29. REGLEMENTATION D'ACCESSIBILITE

Toutes les prescriptions et interactions entre les entreprises doivent être envisagés au regard d'un respect strict de la réglementation pour l'accessibilité des personnes handicapées.

Il est notamment primordial de pouvoir obtenir des dimensionnements et hauteurs d'atteintes conformes, ce qui impose à chaque entreprise dans son travail d'insister sur les détails qui pourrait nuire à cette exigence.

30. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

En fin de travaux, tous les entrepreneurs seront tenus de fournir :

- Deux séries de tous les plans et schémas des installations conformes aux installations exécutées,
- Deux séries de nomenclature de tout le matériel installé avec fiches techniques,
- Deux exemplaires des notices d'entretien et de conduite des installations, avec les schémas renseignés, des adresses des fournisseurs, numéros de téléphone.
- Le dossier de récolement sera également fourni sous forme de fichiers informatiques, sur clé USB.

31. DOSSIER D'INTERVENTION ULTÉRIEURE SUR L'OUVRAGE (D.I.U.O.)

En fin de travaux chaque entrepreneur concerné devra fournir en 3 exemplaires de tous les plans, notes techniques, notices d'entretien et d'utilisation des ouvrages réalisés par eux, notamment les notices des éléments techniques.

32. FRAIS ANNEXES: SANS OBJET

33. OBLIGATIONS DE RÉSULTAT

L'obligation de résultat engage contractuellement chaque entrepreneur dans le cadre de son prix forfaitaire.

Elle concerne principalement :

- Les objectifs du programme tels qu'ils sont définis par le C.C.T.P.,
- Le respect de la réglementation en vigueur,
- Le fonctionnement normal des installations techniques,
- La réalisation complète des travaux de chaque lot, même si tel ou tel détail ou prestation accessoire n'en est pas explicité dans les pièces contractuelles.

En conséquence, toutes dispositions du projet tel qu'il est défini par ses pièces particulières, qui seraient contraires ou insuffisantes en regard de ces données, doivent être adaptées ou complétées par l'entrepreneur sans remettre en cause le caractère forfaitaire du marché.

En particulier, les mises au point techniques que pourrait impliquer le projet seront incluses lors de l'établissement des plans d'exécution des ouvrages.

34. PRÉSENTATION DES OFFRES

Pour permettre une comparaison judicieuse des offres, les entreprises devront obligatoirement présenter leurs propositions d'après le schéma suivant :

- Chaque article pourra être décomposé en plusieurs postes si l'entreprise estime cela nécessaire à la compréhension de son offre.
- Le montant des différents postes composant un chapitre ou un article apparaîtra distinctement.
- Tous les prix seront calculés hors taxe, la T.V.A. aux taux en vigueur étant reprise sur le total général,
- Les options seront chiffrées séparément sur le même modèle, en précisant s'il s'agit d'ouvrages en plus-value ou en moins-value par rapport à la solution de base.